

# AVEC LE PARTI MARXISTE-LENINISTE POUR L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE



- **Voie pacifique ou voie révolutionnaire ?**
- **Après les élections**
- **Contre le gouvernement Giscard-Barre !**
- **Travaillons à l'unité !**
- **Les revendications**
- **La démocratie • La solidarité**
- **Classe contre classe**

Par Andre  
DRUESNE

5F

# SOMMAIRE

## VOIE PACIFIQUE OU VOIE RÉVOLUTIONNAIRE ?

- La voie pacifique conduit à l'impasse . . . . . Page 3
- Le léninisme n'est pas dépassé . . . . . Page 4

## APRES LES ÉLECTIONS

- On ne peut pas faire confiance à ces politiciens de gauche . . . . . Page 5
- Le chœur des traîtres à l'Élysée . . . . . Page 6

## CONTRE LE GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE

- Le Programme de Blois . . . . . Page 8
- Le salaire d'un ouvrier et celui d'un député . . . . . Page 9
- 1 600 000 chômeurs . . . . . Page 10
- Les discriminations envers les jeunes, les femmes  
et les travailleurs immigrés . . . . . Page 10

## TRAVAILLONS A L'UNITÉ

- L'unité que nous voulons, c'est l'unité de classe ! . . . . . Page 13

## LES REVENDICATIONS

- L'emploi et le chômage . . . . . Page 14
- Les conditions de vie en France des travailleurs immigrés . . . . . Page 14
- Le travail . . . . . Page 15
- Les salaires . . . . . Page 15
- Femmes . . . . . Page 15
- Le chômage . . . . . Page 15
- Les 40 heures . . . . . Page 16
- Le SMIC . . . . . Page 16

## LA DÉMOCRATIE . . . . . Pages 16-17

## LA SOLIDARITÉ

- La solidarité ouvrière et populaire . . . . . Page 18
- La solidarité internationale . . . . . Page 19

## CLASSE CONTRE CLASSE

- S'appuyer sur l'expérience révolutionnaire du PCF . . . . . Page 22
- Un mot d'ordre toujours actuel . . . . . Page 23

## ANNEXE : Extrait de « Classe contre classe » . . . . . Pages 25 à 27

## LES DIRIGEANTS MARXISTES-LÉNINISTES . . . . . Pages 28 à 31

# VOIE PACIFIQUE OU VOIE REVOLUTIONNAIRE ?

Bien souvent, dans nos discussions avec les travailleurs, notamment avec ceux influencés par le PCF, dans les entreprises, les quartiers populaires, ils demandent à connaître notre programme.

Bien sûr, celui-ci est inscrit dans les textes issus du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France, c'est un programme stratégique qui « s'inspire étroitement des expériences déjà réalisées au cours de l'histoire (Commune de Paris, Révolution d'Octobre, Révolution chinoise). »

Ce programme a un objectif final, il « est le même que celui du mouvement communiste dans le monde entier ».

Tout en réaffirmant avec clarté que « la contradiction fondamentale en France est celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie », il précise que « pour parvenir au communisme, l'étape de la domination de la classe ouvrière sur la société toute entière est indispensable. »

**La voie  
pacifique  
conduit  
à l'impasse**

Ce programme formule clairement que « l'objectif stratégique du PCMLF, avant-garde du prolétariat, est donc d'abattre la dictature bourgeoise et d'instaurer la domination de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat, le socialisme ».

Alors vous êtes pour le socialisme disent les travailleurs. Mais vous n'êtes pas les

seuls. Le parti de Georges Marchais est aussi pour le socialisme

Pour tous ceux qui ont lu le document adopté par le 22e congrès du PCF, tenu en février 1976 à Saint-Ouen, nous remarquerons que celui-ci élude « la question-clé de la révolution, la prise du pouvoir par la classe ouvrière » par la voie révolutionnaire. Il propose « une voie démocratique au socialisme » par l'application du Programme commun, qui « permettra à notre pays de connaître une démocratie avancée », c'est-à-dire, dit-il « une démocratie politique et économique marquant un progrès tel que notre pays n'en a jamais connu ».

Cette voie démocratique, pacifique, reposant sur la conquête du pouvoir par le suffrage universel n'est pas d'aujourd'hui. Voilà 30 années que cette ligne politique est à l'ordre du jour et où a-t-elle conduit la classe ouvrière ? A l'impasse. Et comme l'a dit Georges Marchais, « nous n'avons pas de stratégie de rechange ».

Pourtant dans ce document, il est dit une chose très juste : « La grande bourgeoisie exploiteuse ne renonce jamais de plein gré à sa domination et à ses privilèges ». Il y a même référence à l'expérience négative du Chili. Pour arriver à quoi ? A cet enseignement démobilisateur : « Mais révolution n'est pas synonyme de violence. La guerre civile ne figure pas dans les objectifs du Parti communiste français. Ce qu'il propose à la classe ouvrière et au peuple de France, c'est d'assurer par leur action — les élections législatives (NDLR) — une avance démocratique vers le socialisme dans la liberté et la paix civile. »

Nier la violence n'est-ce pas aussi nier la lutte des classes ? Que font les patrons face aux revendications des travailleurs ? N'ont-ils pas recours à la police, à l'armée pour briser la lutte des ouvriers ? N'est-ce pas là un aspect de la violence, de la lutte des classes...? Du coup, lorsque les travailleurs dans une usine posent leurs revendications, ils sont contraints d'avoir recours à la grève avec occupation des locaux pour obtenir la satisfaction de leurs légitimes revendications.

La lutte des classes est bien une réalité et elle est forcément violente. Les ouvriers, français et immigrés, les petits paysans y sont confrontés chaque jour sous différentes formes pour défendre leurs intérêts immédiats.

Alors, existe-t-il une autre stratégie menant au socialisme ?

## Le léninisme n'est pas dépassé

Oui ! Le programme issu du 3e congrès du PCMLF indique que « la révolution prolétarienne ne triomphera que par la violence des armes à laquelle recourront la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse et les masses populaires sous la direction du parti. Le processus des luttes conduisant à la victoire de la révolution prolétarienne comportera inéluctablement la destruction de l'armée bourgeoise, principal pilier de l'État bourgeois, et la constitution d'une armée populaire révolutionnaire dirigée par le Parti.

« La prise du pouvoir s'accompagnera de la destruction de l'appareil d'État capitaliste (armée, police, justice, Parlement...) »

C'est en partant de cet enseignement historique de Lénine qui s'applique à la nature de l'État dans notre pays aujourd'hui, « Le capitalisme monopoliste d'État est l'antichambre la plus complète du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme », que le PCMLF a formulé sa stratégie.

Mais pour Paul Laurent, membre du secrétariat du PCF, comme pour Georges Mar-

Le 18 mars 1871, le prolétariat et les autres couches laborieuses de Paris, repoussant et écrasant avec leur armée la Garde nationale, les troupes réactionnaires de la bourgeoisie (les Versaillais).



chais, le léninisme est dépassé. Voici un extrait significatif de ce qu'il a déclaré au « Quotidien de Paris », publié dans ce journal le 21 avril 1978 :

*« Nous avons annoncé avec notre 22e congrès une évolution importante. Elle ne signifie pas le reniement de la valeur de l'action révolutionnaire, de l'apport théorique de Lénine. Mais elle signifie qu'il faut marcher avec son temps. Nous sommes en 1978. Il y a maintenant cinquante-quatre ans que Lénine*

*est mort. Il s'est passé beaucoup de choses, il y a des mises à jour, des développements théoriques nécessaires ».*

Jacques Jurquet, directeur politique de l'« Humanité rouge », ne nous mettait-il pas en garde contre cette dégénérescence lorsqu'il écrivit, en août-septembre 1968, dans « Le Printemps révolutionnaire de 1968 » : « C'est au léninisme que veulent s'attaquer en vérité tous ceux qui commencent à s'en prendre à Staline ».

# APRES LES ELECTIONS

Mais aujourd'hui, après avoir longtemps cru à la possibilité d'une victoire électorale, la déception, l'amertume résultant des résultats électoraux du 19 mars 1978 se dissipent peu à peu ; on s'interroge.

## **On ne peut pas faire confiance à ces politiciens de gauche**

Depuis des années et, notamment depuis le 27 juin 1972, date de la signature du Programme commun de gouvernement de l'U-

nion de la gauche, par les dirigeants du PCF, du PS, et du MRG, la propagande sur un changement démocratique, très largement diffusé, y compris les moyens d'information de la bourgeoisie détenant le pouvoir d'État, pose problème.

Ce changement démocratique changerait-il la nature de l'État, de la société capitaliste ?

Certainement pas puisque les piliers principaux de l'État capitaliste, de la société capitaliste resteraient en place, l'armée, la police, la justice assumant le maintien et le respect de l'ordre bourgeois.

Dans la lutte pour le pouvoir d'État, d'importantes divergences éclatèrent entre les dirigeants du PCF et du PS.

D'une part, les dirigeants du PCF savaient très bien que leur infiltration dans l'appareil d'État n'était pas suffisante pour pouvoir instaurer leur capitalisme bureaucratique monopoliste d'État, c'est-à-dire une

plus forte concentration des monopoles capitalistes par le truchement d'un plus grand nombre de sociétés nationalisées ayant à leur tête des membres de l'appareil du PCF.

D'autre part, il s'agissait, pour les dirigeants du PS de gérer loyalement la société capitaliste avec une légère extension des nationalisations, sous le contrôle d'administrateurs nommés par le gouvernement, comme cela existe aujourd'hui à l'exemple des théories de Jules Moch (1). Aussi ne pouvait-il survenir que la rupture de l'Union de la gauche le 23 septembre 1977.

Le rafistolage électoraliste fait en quelques heures le 13 mars, a laissé de nombreuses traces. A quel moment avoir confiance en de tels politiciens ? Lorsque Marchais et Mitterrand nous disent, le 13 mars, qu'ils sont d'accord, ou lorsqu'ils se disputaient, le 11 mars.

Marchais a déclaré, en janvier lors de la conférence nationale du PCF : « *Si le parti communiste atteignait 25 % des voix, ce serait bien pour les travailleurs et le pays. Cela reste tout à fait vrai. En tout cas, une chose est certaine, les 21 % que nous accordent les sondages, les résultats des élections récentes, pour encourageants qu'ils soient, ne sont pas suffisants. Nous avons besoin de plus, soyons clairs, nous demandons plus aux travailleurs, à tous ceux qui dans ce pays en ont assez et veulent enfin pouvoir alléger leurs peines, changer leur vie* »

Et pourtant, n'a-t-il pas signé ce « bon accord », le 13 mars, après que le PCF n'ait recueilli que 20,5 % des suffrages exprimés.

## Le chœur des traîtres à l'Élysée

Et par la suite, après le 19 mars, on a bien vu ce que des « *changements démocratiques* » voulaient dire et les choses sont devenues très claires : le chef de l'État a lancé ses invitations et, un par un, dirigeants des partis

## JEUNES, ÉTUDIANTS,

Un gouvernement de gauche, avec des ministres  
communistes  
Un vrai changement,  
en somme de liberté,

**C'EST POSSIBLE DÈS MARS!  
ÇA DÉPEND DE VOUS!  
LUTTER, C'EST VOTER COMMUNISTE!**

GRAND RASSEMBLEMENT POUR L'UNION  
ET LE CHANGEMENT

JEUDI 16 FÉVRIER 1978

au Parc des Expositions de la Porte de Versailles  
(Métro Porte-de-Versailles)

AVEC

**Georges Marchais**

Secrétaire général du Parti communiste français

**Jean Michel Catala**

secrétaire général

La voie pacifique est très bien illustrée dans ce tract où l'idéologie révisionniste transforme la lutte en un vulgaire bulletin de vote.

Cela est tout à fait l'opposé de la conception des traditions de lutte de la classe ouvrière. L'exploitation capitaliste conduit tout naturellement les travailleurs à la lutte classe contre classe. Les métallos de la Régie nationale des usines Renault viennent de le montrer avec force, en ce début du mois de juin 1978.

de la majorité et dirigeants des partis de l'opposition se sont rendus à l'Élysée ; Chirac-Mitterrand le 28 mars, Lecanuet-Marchais Fabre le 30 mars.

Ces « *changements démocratiques* » n'ont pas seulement touché les chefs des partis bourgeois de droite ou de gauche, mais aussi les « leaders » des confédérations syndicales qui se sont rendus également à l'Élysée à la queue-leu-leu, convoqués par ordre d'affinité, sauf Edmond Maire qui a sollicité l'entrevue.

Nous étions habitués aux réceptions de certains « leaders » syndicalistes comme André Bergeron, CGT-FO, Léon Gingembre PME qui furent reçus le 23 mars, Yvan Charpentier CGC, le 24 mars, mais voilà que la chorale se complète : Edmond Maire CFDT, le 24 mars, Georges Séguy CGT, le 30 mars. Ah ! Nous allons oublier un habitué, Michel Debattise FNSEA et, aussi, Tessier de la CFTC.

(1) Jules Moch, en 1931, dans un rapport, déclarait : « *La reprise par la collectivité des grands services concédés affaiblira le capitalisme et marquera une étape importante dans cette transformation sociale que nous souhaitons pacifique* » (« *Prolétariat* » No 15, page 52).

Les déclarations se succèdent à la sortie de l'Élysée. En voici quelques unes.

A entendre Edmond Maire, il faut attendre « *calmement que les discussions s'ouvrent* », puis « *c'est sur pièces que nous jugerons dans deux ou trois mois* ». A ce moment-là, disons que ce sera les congés annuels pour la plupart des travailleurs et que cela permettra quelques mois de tranquillité. Ouf ! les luttes il y en a ras-le-bol, « *l'efficacité passe par une rencontre avec le Président de la République* » a déclaré Edmond Maire avant l'entrevue.

Quant à Georges Séguy, qui s'inquiétait quelques jours auparavant « *de savoir s'il est ou non possible de réhabiliter une pratique de la négociation générale quasiment paralysée depuis près de dix ans* », il a déclaré : « *La première prérogative, c'est de négocier les problèmes sociaux* », « *Nous sommes toujours prêts à négocier...* », « *Nous avons l'habitude d'être des syndicalistes réalistes, responsables* ». Il a aussi déclaré dans une interview publiée dans le « Figaro », le 24 mars : « *Ce que nous n'avons pas pu obtenir par une alternative démocratique, nous sommes tout à fait disposés à en discuter sur le plan des négociations.* »

## Notre position sur les négociations

Mais à propos de négociations, quelle est notre position ?

Le rapport politique fait à la 2e Conférence nationale ouvrière du PCMLF, tenue en août 1976, a explicité notre position marxiste-léniniste en précisant que « *toute l'histoire du mouvement ouvrier atteste de trois réalités* :

1 — Quand les syndicats négocient avec le patronat et le gouvernement sans s'appuyer sur un rapport de force préalable en faveur des travailleurs, les intérêts de ces derniers sont complètement trahis ;

2 — Quand, s'appuyant sur un rapport de force favorable aux travailleurs, les syndicats imposent la négociation au patronat et au gouvernement, ils arrachent quelques succès temporaires en faveur des intérêts des ouvriers (exemple le plus connu : 1936) ;

3 — Quand les syndicats ont ainsi arraché des concessions au patronat et au gouvernement, ces derniers s'efforcent ensuite de réduire et annuler les avantages qu'ils ont dû lâcher sous la pression temporaire des masses et parviennent à leurs fins réactionnaires et rétrogrades assez rapidement. »

Et il en tire cet enseignement :

« Pour nous, par conséquent, la lutte de classe, pour être efficace exige d'être menée sans répit, même quand de premiers succès ont pu être enregistrés.

» Au demeurant, nous savons que même après l'instauration de la dictature du prolétariat, la lutte de classe sera nécessaire pour empêcher la restauration du capitalisme. »

Pompidou, Chirac et les leaders des confédérations syndicales à Grenelle en Mai 1968.



Rien de tout cela chez les politiciens de gauche.

Vraiment la crise générale du capitalisme va peut-être pouvoir se résoudre sur le dos des travailleurs, pense cette chorale qui est au grand complet. Les voix graves (les nouveaux) ont rejoint les voix aiguës (les anciens) pour donner vie au nouveau plan Barre.

Soyons sereins, disent-ils, et ce chœur entonne sur des mêmes notes « négociations ! ». Tous autour du tapis vert ! Faisons vite pour

sauver la face avec quelques réformettes puisque le chef d'orchestre nous y invite. Dix ans, c'est long et Mai 1968 reste en notre mémoire, l'on s'en souvient, les travailleurs ne nous ont pas attendus. Il nous a fallu prendre le train en marche, en « leaders » syndicalistes responsables de l'ordre bourgeois pour s'asseoir autour du tapis vert de Grenelle et, enfin, arrêter ce mouvement d'une ampleur jamais atteinte dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

# CONTRE LE GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE !

Ainsi, les changements démocratiques s'opèrent, se clarifient aux yeux de tous pour assurer le succès du plan Barre numéro 3, préconisé à Blois en janvier 1978. Le point 10 de ce programme bourgeois préconisait « *en premier lieu, d'assurer un retour aussi rapide que possible à la liberté des prix* » pour les entreprises privées, d'autre part, pour les entreprises publiques, « *une politique de vérité des tarifs publics sera progressivement conduite* ».

Ce qui veut dire en termes clairs : augmentation des prix, diminution du pouvoir d'achat des travailleurs.

## Le Programme 8 de Blois

Cela ne s'est pas fait attendre. Un peu plus d'un mois après les élections législatives, des hausses sont décidées.

A dater du 1er mai.

SNCF :

Plus 15 % pour les tarifs voyageurs.

Plus 25 % pour les cartes à l'année.

Plus 10 % pour les tarifs marchandises.

EGF :

Plus 10 % en moyenne.

Charbonnages :

Plus 4 à 6 % pour les tarifs à usage domestique.

Plus 7 à 8 % pour les tarifs à usage industriel.

PTT :

Plus 12 % sur les taxes téléphoniques.

A dater du 15 mai :

Tabacs :

Plus 15 % en moyenne.

PTT :

Plus 17 à 20 % sur le timbre-poste.

Plus 15 % pour les paquets poste, les mandats.

A dater du 1er juin :

Produits pétroliers :

Plus 26 centimes sur le litre d'essence super et ordinaire.

Plus 5,6 centimes pour le fuel domestique.

Plus 10 centimes pour le fuel carburant.

Et à dater du 1er juillet :

Métro-Bus :

Plus 13,6 % sur le carnet de tickets qui passe de 11 à 12,50 F.

Carte-orange :

Plus 20 %.

Loyers HLM :

Plus 5 à 10 %.

Nous constaterons que la « *politique de vérité des tarifs publics* » est menée rondement après les entretiens de l'Élysée. Est-ce la peine de demander à Giscard-Barre le prix de revient d'un paquet de gauloises, d'un litre d'essence, d'un kilowatt-heure... pour constater ce que l'État empoche pour redistribuer à ses amis les patrons, sous différentes formes. Cela est inscrit dans le fameux programme de Blois dont voici quelques extraits :

Au point 7, il est dit :

« *Renforcer nos structures industrielles pour faire face à la concurrence internationale.* Les secteurs en difficulté seront défendus et bénéficieront des ressources nécessaires à leur modernisation. *Les concours apportés par l'État feront l'objet d'engagements précis et contrôlés de la part des entreprises concernées* ».

Le point 8 prévoit « *une pause des charges sociales et fiscales* » pour le patronat.

« *Les taux de cotisations acquittées par les entreprises et les particuliers pour les différents régimes de Sécurité sociale seront maintenus, en 1978 et en 1979, à leur niveau atteint en 1977.*

« *Pendant les deux années 1978 et 1979, les petites et moyennes entreprises ayant moins de cinq cents salariés et moins de 100 millions de chiffre d'affaires, ainsi que les*

*artisans, bénéficieront d'une exonération d'un an, égale à 50 % des cotisations sociales, pour les personnels supplémentaires de dix-huit à vingt-six ans qu'ils auront embauchés.*

« *L'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu et la taxe à la valeur ajoutée seront, pour la même période, plafonnés à leurs taux actuels.*

Ces bourgeois vont même jusqu'à parler de « *justice sociale* ». Ils écrivent au point 17 de ce programme que : « *Le SMIC progressera plus rapidement que la moyenne des salaires, de façon à poursuivre le mouvement de réduction des inégalités* »

En effet, le Conseil des ministres en fixant le SMIC, le 3 mai 1978, à 10,45 F de l'heure soit 1 813 francs, par mois pour une durée de travail de 40 heures, montre bien que les écrits de Blois ne sont qu'un chiffon de papier en ce qui concerne les travailleurs les plus mal payés. L'orientation prise en ce qui concerne le SMIC doit sûrement satisfaire Edmond Maire qui a réfléchi au chiffre du SMIC du défunt programme commun et, qui propose comme priorité que le SMIC soit porté à 2 400 francs ... d'ici le 1er avril 1980.

Cet aristocrate ouvrier paraît d'un ridicule outrancier lorsque l'on sait que Monsieur Béghin, président d'honneur du groupe Béghin-Say (sucre-papier) a pris position dans un article publié dans le « *Figaro* » du 31 mars pour une augmentation du SMIC « *à un seuil décent qui ne devrait pas aujourd'hui être inférieur à 2 200 F par mois* ».

Ces bourgeois qui sont restés au pouvoir vont même jusqu'à « *assurer l'augmentation du pouvoir d'achat des diverses catégories de Français en fonction des progrès de l'économie et des résultats des entreprises...* »

N'est-ce pas Monsieur Barre qui, au cours de son entretien avec des journalistes à la télévision, le 17 mai a garanti le pouvoir d'achat pour tous ceux qui avaient un salaire mensuel n'excédant pas 30 000 F (3 millions d'anciens francs) soit plus de 16 fois le SMIC.

## **Le salaire d'un ouvrier et celui d'un député**

Les inégalités sont criantes ! C'est leur façon à eux, de « *poursuivre le mouvement de réduction des inégalités* » en maintenant les travailleurs les plus pauvres dans la misère.

Prenons un exemple concernant ces inégalités. Les parlementaires bourgeois de droite et de gauche ont vu leur indemnité parlementaire mensuelle, fixée le 1er mars 1978 à 12 573,46 F ; à cette indemnité vient se greffer une indemnité de résidence de 1 194,48 F. A cette indemnité dite principale de 13 767,94 F s'ajoute une indemnité de fonction de 3 441,98 F ce qui porte celle-ci à 17 209,92 F. Et cette indemnité, voyez-vous n'est imposable que dans le rapport des neuf-vingtièmes.

Ces politiciens bourgeois ont même des retenues de « *salaires* », car ils cotisent pour la retraite 2 052 F par mois pour les dix premières années, puis au-delà 1 026 F par mois ; ils cotisent aussi à la sécurité sociale à raison de 266,76 F ; ce qui fait que les nouveaux parlementaires ont une indemnité de 14 891,96 et les anciens de 16 017,16 F.

Et comme noblesse oblige, chaque parlementaire reçoit l'aide dactylographique de 5 300 F par mois. Ainsi, certains politiciens bourgeois disposent de 20 191,16 F et d'autres 21 317,16 F minimum pour bavarder de questions dont ils se balancent pas mal : le SMIC (leur indemnité représente plus de onze fois le SMIC), les conditions de travail, la réduction du temps de travail et bien d'autres questions dont ils ignorent les réalités concrètes (chômage, licenciement, etc.)

Ouvrons, cependant, une petite parenthèse. Avez-vous déjà remarqué l'hémicycle de ce Parlement lorsque les caméras de la télévision s'y promènent. Eh bien, disons que c'est pour le moins très clairsemé. Peu importe pour ces politiciens : l'indemnité tombe chaque mois quelle que soit leur présence.

## 1 600 000 chômeurs

Satisfaire sa propre classe, telle est l'orientation, la conception bourgeoise de cette société d'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est bien d'ailleurs ce que Giscard-Barre font après avoir pratiqué une politique de concertation avec la bourgeoisie de gauche qui, d'ailleurs, n'a rien fait, sinon freiner les luttes de la classe ouvrière, des petits paysans menées contre les plans Barre numéro 1 et 2 et, permis aujourd'hui la mise en application du plan Barre numéro 3.

N'est-ce pas sous couvert de rentabilité, de prix compétitifs, de difficultés économiques, que se poursuit cette politique du profit maximum ? De nouveaux licenciements sont prononcés chaque jour : 825 licenciements chez Terrin, 11 500 travailleurs menacés de licenciements chez Boussac etc. Le plan acier devrait se solder par une suppression de 14 000 emplois et combien de suppressions d'emplois dans la construction navale ? Chez Manufrance un chômage technique de deux mois a été décidé pour cet été, etc. La concentration monopoliste se poursuit, Cibié-SEV, Marchal et Ducellier, Bendix Air Equipement deviendrait le deuxième monopole européen derrière Bosch dans cette branche de l'équipement automobile. Ce futur groupe prévoit déjà des mises à la retraite anticipée, mais combien de licenciements vont être prononcés ? Combien de travailleurs vont encore rejoindre l'armée de réserve des sans-travail ? Alors que dans notre pays, il y a environ un million six cent mille chômeurs !

## Les discriminations envers les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés

Et ce chiffre va grossir, à entendre les derniers propos du ministre du Travail et de la Participation.



Manifestation de jeunes à Paris, en octobre 1975, contre le chômage. Drapeaux rouges et poings levés, ils manifestent.

Le plan Barre II en faisant cadeau aux patrons d'une main-d'œuvre bon marché de jeunes à la recherche d'un emploi, sous l'étiquette des stages pratiques n'a pas résolu le problème de l'emploi. Les stages pratiques arrivent à expiration et nous connaissons le nombre d'embauches définitives après le 30 juin.

Monsieur Boulin, ministre du Travail, a déclaré : « Selon des estimations provisoires, 60 % des jeunes seraient maintenus, et, si tel

est le cas, ce serait un beau résultat. » 40 % de ces jeunes rejoignant l'armée de réserve des sans-travail, c'est pour ce ministre, ce gouvernement, un succès de la politique du plan Barre. Il est indiscutable que cela représente un échec si ce pourcentage apparaît effectivement après le 30 juin.

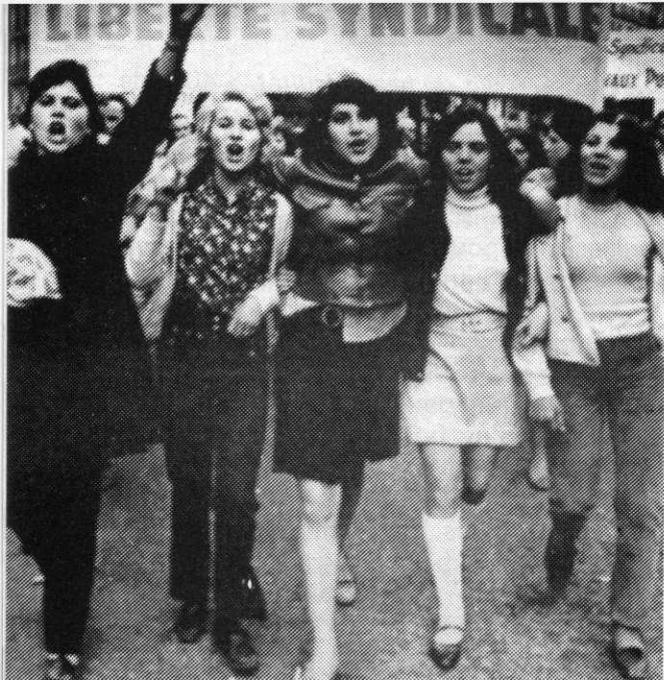
Les travailleurs immigrés ne sont-ils pas soumis aux brimades, aux mesures discriminatoires et racistes de Stoléro ? Pourtant ce sont eux qui font en général le plus sale travail et le plus fatigant, ébouage, ouvriers spécialisés. Ce sont eux aussi les bâtisseurs de logements pour les richards qui possèdent d'ailleurs plusieurs logements, alors qu'eux, les travailleurs immigrés, vivent dans des logements insalubres, très souvent à plusieurs dans une seule pièce pour des loyers exorbitants comme les foyers-prisons de la Sonacotra (2).

Après avoir été très durement exploités, ils sont priés de retourner dans leur pays d'origine ou sont tout simplement expulsés.

Français et immigrés manifestent au coude à coude à Paris, le 19 novembre 1977, contre les mesures Stoléro.



(2) L'article, « Les foyers-prisons de la Sonacotra » de Guy Lebreton, publié dans « Prolétariat » No 14, met en évidence les surprofits réalisés par cette société ; il écrit : « Aussi, au démarrage de la grève, les loyers perçus par résident étaient en moyenne de 270 F par mois. Ce qui, en faisant une comparaison avec un F 6 ordinaire de HLM, et alors que dix résidents occupent l'équivalent d'un tel logement, donne un loyer de 2 700 F par mois pour un six pièces. ».



Les ouvrières de Silver-Match manifestent pour leurs revendications.

Les femmes subissent aussi la discrimination. Si dans l'électronique, dans le textile, elles sont jugées très habiles de leurs mains pour réaliser nombre de travaux méticuleux, leur salaire n'est absolument pas en rapport avec leur qualification professionnelle. Leur salaire est considéré comme salaire d'appoint alors que certaines d'entre elles connaissent nombre de difficultés (enfants à charge, jeunes célibataires, divorcées, etc.).

Parmi les salariées, on trouve 64 % des femmes qui ont un salaire de 2 000 F par mois.

Parmi les chômeurs, il n'y a pas moins de 54 % de femmes.

# TRAVAILLONS A L'UNITE !

Nous en avons assez de cette politique de misère !

Oui ! Nous en avons assez de cette politique où les pauvres sont toujours aussi pauvres et où les riches accumulent sans cesse plus de profits, alors que ce sont les travailleurs manuels et intellectuels qui créent les richesses du pays.

Pour mettre fin à cette politique de misère, d'exploitation, d'agression du système capitaliste, il est nécessaire de nous unir sur nos intérêts de classe.

L'unité de la classe ouvrière a toujours fait trembler les exploités, ceux qui détiennent le pouvoir d'État. C'est pourquoi la bourgeoisie capitaliste a de tout temps pratiqué la division de la classe ouvrière.

A ce sujet, Lénine a montré comment la bourgeoisie capitaliste corrompait les chefs ouvriers. En juillet 1920, il a écrit dans « **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme** » en parlant de l'aristocratie ouvrière : « **Aussi les capitalistes des pays « avancés » la corrompent-ils par mille moyens directs ou indirects, ouverts ou masqués.** »

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou « aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien social (non militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes, de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre

civile entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils se rangent inévitablement, en nombre appréciable, du côté de la bourgeoisie, du côté des « Versaillais » contre les « Communards ».

Alors qu'en est-il aujourd'hui de ces chefs ouvriers c'est-à-dire de ces « leaders syndicalistes ».

Si André Bergeron (CGT-FO) est bien resté dans la ligne social-démocrate, c'est-à-dire la réforme pour la réforme, il n'en était pas de même des dirigeants CGT des années 1920 et 1930 qui mettaient la révolution avant la réforme sans être pour cela contre toute réforme. Mais depuis plus de deux décennies, le révisionnisme moderne a gangrené le PCF, la CGT. Ainsi le leader actuel de la CGT, Georges Séguy, et quelques autres comme Krasucky se révèlent être de plus en plus aux côtés des réformistes Edmond Maire, André Bergeron.

## **L'unité que nous voulons, c'est l'unité de classe !**

La classe ouvrière dans son ensemble, même si aujourd'hui l'idéologie révisionniste et réformiste est dominante dans ses propres rangs, montre chaque jour que face à l'exploitation capitaliste ses intérêts sont uniques pour tous. Dans les luttes que mènent partout les travailleurs pour leurs revendications économiques et politiques l'unité de classe, Français et immigrés, femmes, jeunes, syndiqués à telle ou telle centrale syndicale, non-syndiqués, est la caractéristique dominante de leur succès. La bourgeoisie a de tout temps travaillé à la division de la classe ouvrière par divers moyens, en utilisant le racisme à l'égard de nos frères immigrés, la discrimination à l'égard des femmes, des jeunes... Nous devons donc déjouer tous ces pièges, combattre les diviseurs et travailler à l'unité de classe.

A ce propos voici un extrait du rap-

port politique fait à la 2e Conférence nationale ouvrière du PCMLF de 1976 :

« Nous considérons que n'existe entre ouvriers aucune contradiction objective antagonique justifiant leur division. Cette dernière résulte exclusivement de la pénétration des idéologies non prolétariennes dans leurs rangs, idéologies qui reflètent la division en classes antagoniques de la société capitaliste (...)

» Notre parti œuvre et œuvrera sans répit pour l'unité de la classe ouvrière, composante de la reconstruction et la consolidation de sa force et garantie de l'inéluctabilité de sa victoire révolutionnaire.

» Mais tout le monde se prononce pour l'unité, exalte l'unité, vante les mérites de l'unité. Les dirigeants révisionnistes les premiers usent démagogiquement de cette notion, parce qu'ils savent qu'elle correspond à la plus profonde aspiration des ouvriers. Mais, évidemment, ils ne la conçoivent nullement comme devant servir les intérêts de classe de l'ensemble du prolétariat.

» Ils veulent l'unité des organisations syndicales CGT et CFDT sur leurs bases, mais ne veulent pas l'unité de la classe ouvrière, car l'unité de la classe ouvrière se fera sur des bases de classe opposées à leur ligne. Cette unité des organisations, ils la veulent pour pouvoir mieux encadrer la classe ouvrière, afin de la contraindre à adopter leur ligne, en définitive pour pouvoir mieux la diviser. Ils veulent une classe ouvrière divisée et soumise pour mieux s'en servir au profit des intérêts de la bourgeoisie dont ils sont eux-mêmes partie, avant même d'assumer la gestion de l'État capitaliste monopoliste à laquelle ils aspirent. »

Au sein même de la classe ouvrière (dont 20 % sont des travailleurs immigrés), ouvrières et ouvriers français et immigrés de la métallurgie, de la sidérurgie, du textile, de la chimie, du bâtiment, de l'imprimerie, des réparations navales, des ports, des transports, des PTT, de l'électricité et du gaz de France, comme de l'alimentation ou de l'agriculture ainsi que d'autres secteurs encore, ont des revendications économiques et politiques qui les unissent les uns aux autres dans le combat quotidien qu'ils livrent chaque jour contre les exploiters capitalistes.

Alors, travaillons, à l'unité !

# LES REVENDICATIONS

A la suite d'un questionnaire d'enquête, la Conférence nationale ouvrière du PCMLF de 1976 a dégagé un certain nombre de revendications immédiates, réunies sous plusieurs thèmes, en ayant « le souci d'unifier la classe ouvrière sur une juste position de classe. »

Certaines de ces revendications ont été revues en fonction de leur ancienneté ou ont été enrichies par le 3e congrès du PCMLF.

## L'emploi et le chômage

- Non à tout licenciement !
- Non aux mutations arbitraires !
- On ne négocie pas les licenciements on les refuse !
- Du travail pour tous !
- Titularisation des auxiliaires ! Embauche définitive des hors-statut !
- Réembauche des jeunes au retour du service militaire !
- Titularisation des auxiliaires sur place avec maintien des avantages acquis et dès l'embauche !
- Intégration du temps de transport au temps de travail !
- A bas le chômage partiel ! Non au lock-out !
- Non au chômage !
- SMIC pour les chômeurs !
- Transport gratuit pour les chômeurs, électricité et gaz gratuits, pas d'impôts pour les chômeurs !

## Les conditions de vie en France des travailleurs immigrés

- Abrogation des mesures Stoléru !
- Abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin !
- Travailleurs, français, travailleurs immigrés, même travail, mêmes droits !
- Pour les travailleurs immigrés : la carte de travail dès l'embauche !
- ONI\*, Bumidom\* : marchands d'esclaves !
- Indépendance pour les colonies !
- Non à toute discrimination contre les travailleurs immigrés !
- Libre accès des travailleurs immigrés à la formation professionnelle pour adultes et à toutes les responsabilités syndicales !
- A bas le racisme !
- Justice contre les crimes racistes !
- Non aux expulsions !
- Elections des délégués sans entrave !
- Alphabétisation gratuite !

# Le travail

- Amélioration des conditions de travail ! Imposons le respect des mesures d'hygiène et de sécurité !
- Réduction des cadences infernales ! (notamment sur les chaînes).
- Augmentation des effectifs !
- Pour une 5e semaine de congés payés !
- Retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes avec les 80 % calculés sur les meilleures années de salaires ! (et pour ceux qui font des travaux pénibles).
- Droit de grève sans limitation !
- Dissolution des milices patronales !
- Extension de tous les droits des travailleurs aux travailleurs intérimaires !
- Halte à la répression antisyndicale !
- Extension de tous les droits des travailleurs aux travailleurs intérimaires et en formation !

# Les salaires

- Pas de salaire mensuel inférieur à 2 700 F
- Augmentations uniformes !
- 40 h maximum par semaine tout de suite sans diminution de salaires, sans augmentation des cadences, puis semaine de 35 h sans diminution de salaires.
- A travail égal, salaire égal pour les femmes, pour les travailleurs immigrés, pour les jeunes !
- Intégration des primes dans le salaire !
- Non au travail au rendement, au boni ou à la pièce !
- A travail égal, salaire égal : non aux classifications artificielles, un seul taux par catégorie !

# Femmes

- A travail égal, salaire égal !
- Non à toutes les discriminations !
- Non à la sous-qualification !

- Ouverture de crèches de quartier et d'usine à la ville comme à la campagne à des prix abordables.
- Remboursement des frais de garde des enfants !
- Formation professionnelle pour les femmes !
- Contraception et avortement libres et gratuits y compris pour les mineures et les immigrées !
- Congés payés pour maladie des enfants, pour le père ou la mère !

« La plupart des revendications de ce programme revendicatif de notre Parti se comprennent facilement. Pourtant en ce qui concerne celles sur le chômage, sur les 40 heures et sur le SMIC. Peut-être faut-il les expliciter.

# Le chômage

Les chômeurs représentent en effet une partie très importante de la classe ouvrière puisqu'ils sont 1,5 million. Leur caractéristique est l'isolement, savamment entretenu par les révisionnistes eux-mêmes. Nos mots d'ordre « Du travail pour tous ! » et « Non au chômage ! » n'auraient aucune signification sérieuse si nous ne prenions en main de manière concrète le soutien actif aux chômeurs, aux comités de chômeurs sur de justes bases de classe, par exemple :

1) Populariser et mettre en pratique l'unité des chômeurs avec les travailleurs actifs. La question essentielle est celle de l'unité de la classe ouvrière. Si nous dirigeons les organisations syndicales nous pouvons les utiliser efficacement pour organiser les chômeurs et les faire bénéficier de la solidarité de ceux qui travaillent.

Dans le cas contraire, on peut les aider à créer des comités de chômeurs. Il importe alors de bien faire attention à ne pas les couper ou les laisser se couper des travailleurs actifs. Dans les actions qu'ils doivent engager, il est indispensable que ces derniers leur apportent leur active solidarité en participant à leurs manifestations ou en organisant des grèves ou autres mouvements de solidarité.

2) Tenir compte que la lutte des chô-

meurs c'est aussi essentiellement la lutte immédiate contre les conséquences du chômage sur les conditions d'existence des victimes du non-emploi. Aussi devons-nous les soutenir systématiquement et massivement sur les points suivants :

**Logement** : contre les saisies, pour la gratuité des loyers ou, tout au moins, pour leur sensible diminution ;

**Nourriture** : les faire bénéficier, eux et leurs familles, de conditions exceptionnelles comme gratuité des restaurants universitaires pour les jeunes (chômeurs ou enfants de chômeurs), gratuité des cantines et des crèches, bénéfice des attributions d'avantages sociaux ;

**Transports gratuits** : métro, bus, train, suivant les circonstances ;

**Écoles et lycées** : gratuité totale des études et des livres nécessaires.

3) Naturellement, il reste toujours indispensable dans tous ces cas que le Parti explique aux chômeurs que la source de leur situation réside dans le capitalisme et que seule la révolution prolétarienne permettra d'en finir avec le chômage. »

## Les 40 heures

En ce qui concerne les 40 heures maximum de travail hebdomadaire, il a été tenu compte que certaines professions, comme les standardistes, les employés du tri postal, etc., ont obtenu par leurs luttes la semaine de 35 heures. « Le maximum légal de la durée du travail serait ramené de 54 à 50 heures », selon « Démocratie française » de Giscard d'Estaing, mais ce point a même été oublié

dans le programme de Blois.

Cela se comprend aujourd'hui, car le CNPF, le 24 mai 1978, a proposé aux syndicats de se mettre d'accord, puis de proposer au gouvernement « un projet de loi abolissant la loi de 1936 sur les 40 heures ».

Ce que nous devons exiger dans nos revendications, dans nos luttes, c'est l'application immédiate de la loi du 21 juin 1936 qui institue la semaine de 40 heures sans diminution de salaire dans une première étape, puis, dans une seconde étape, c'est la loi de 35 heures par semaine sans diminution de salaire qui est à l'ordre du jour.

Nous devons aussi exiger l'application immédiate de ce point du programme de Blois : « *La durée légale du travail sera abaissée de quarante à trente-huit heures pour les emplois pénibles, les heures effectuées au-delà étant rémunérées au taux des heures supplémentaires.* »

## Le SMIC

Les nouvelles hausses des prix décidées par la bourgeoisie capitaliste frappent essentiellement les familles ouvrières et nécessitent aujourd'hui un SMIC de 2 700 F par mois pour 40 heures par semaine.

Jusqu'à ce jour, personne n'a mentionné, de façon publique — gouvernement, majorité et opposition bourgeoise, leaders des confédérations syndicales, commission économique, etc. — qu'il s'agit d'un SMIC brut. Donc, si nous déduisons de 2 700 F les charges sociales figurant sur le bulletin de paie d'un ouvrier, charges qui s'élèvent à environ 11 %, nous arrivons à un salaire net de 2 403 F.

# LA DEMOCRATIE

Pour que ces revendications aboutissent, connaissent un succès dans la lutte classe contre classe, il est nécessaire, à l'étape actuelle, que les bouches s'ouvrent au cours des

assemblées de syndiqués, dans les réunions de commissions exécutives, dans les réunions de bureau de sections syndicales et de syndicats d'entreprises, de syndicats locaux,

d'unions locales et même de fédérations.

Les syndiqués doivent faire entendre leurs voix concernant l'impasse dans laquelle, les dirigeants des confédérations CGT et CFDT, acoquinés aux dirigeants des partis bourgeois du PCF et du PS, les ont conduits. Ils doivent lutter pour que les syndicats soient indépendants des partis bourgeois de droite comme de gauche et appliquent une juste ligne de lutte de classe.

Aujourd'hui plus que jamais les syndiqués, militants et adhérents, doivent exiger que la démocratie syndicale joue à plein son véritable rôle dans les différentes instances. Il faut en finir avec ces quelques « leaders » des confédérations syndicales qui, non contents d'avoir conduit la classe ouvrière dans l'impasse, pratiquent aujourd'hui une politique ayant encore pour objectif de mener la classe ouvrière sur des positions de collaboration de classe par la pratique de la concertation avec le patronat et le gouvernement. Il convient aussi que les travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non syndiqués, puissent s'exprimer librement au cours d'assemblées générales pour critiquer la ligne erronée sur laquelle les « leaders » des confédérations syndicales ont tenté de les entraîner. Les travailleurs doivent exiger des compte-rendus de mandats oraux et non seulement sur les panneaux syndicaux des délégués du personnel, car ce sont bien eux, les travailleurs, qui les portent à cette responsabilité lors des élections du personnel.

Les revendications, si l'on veut qu'elles

aboutissent à un succès, nécessitent une large discussion pour que les travailleurs eux-mêmes soient partie prenante des actions engagées. Lorsque la grève est décidée, il est indispensable de mettre en place un comité de grève, d'élire les travailleurs les plus combattifs, leurs représentants à ce comité, de mandater clairement ce comité. Précisons que les membres de ce comité sont les représentants des grévistes et non de leur syndicat, les membres de ce comité sont révocables à tout instant par l'assemblée des grévistes souveraine.

C'est seulement par la pratique de la démocratie prolétarienne que les travailleurs eux-mêmes lutteront pour faire plier le patronat et renforceront sans cesse leur unité de classe. Cette démocratie prolétarienne est un facteur très important de l'unité de la classe ouvrière pour triompher de la bourgeoisie capitaliste qui, aujourd'hui, est à l'offensive pour tenter de balayer les acquis de la classe ouvrière au moyen de la collaboration de classe pratiquée avec les « leaders » des confédérations syndicales.

A ce sujet, voici un extrait du rapport politique fait à la 2e Conférence nationale ouvrière du PCMLF :

« La démocratie prolétarienne, dans la pratique, a d'abord pour objet de permettre à chaque travailleur de s'exprimer librement. Pour cela, elle recourt à l'organisation d'assemblées générales des ouvriers et des salariés d'une entreprise, à l'exclusion, na-

Aux usines Lavalette, à Saint-Ouen, les grévistes écoutent la TSF dans la cour de l'usine occupée.



turellement, des patrons et des cadres qui concourent à la mise en œuvre de l'exploitation et de la répression. Dans ces assemblées générales, nous devons tout faire pour empêcher les bonzes syndicalistes, révisionnistes ou réformistes, d'exercer leurs manœuvres de pression sur les travailleurs. Il convient de leur imposer d'écouter d'abord ce que disent les ouvriers, ce qu'ils veulent. Puis,

quand ils s'expriment eux-mêmes, il faut aussi leur imposer de se plier aux aspirations des travailleurs. Il importe même de faire récuser par ces derniers les responsables syndicalistes, délégués des organismes syndicaux ou comités d'entreprise, qui n'entendent qu'agir selon leur tête et non se plier aux exigences des ouvriers librement exprimées dans l'assemblée générale. »

# LA SOLIDARITE



La solidarité en Mai 1968.

Réaliser l'unité de classe sur la base d'un contenu de classe prolétarien, sous toutes ses formes, comme il est dit dans ce texte et, bien évidemment, au cours des luttes, des grèves, c'est la garantie de mener à bonne fin nos actions, assurer la victoire des travailleurs.

d'un même trust, que nous renforcerons et construirons notre unité de classe, en popularisant nos actions, nos luttes, nos grèves

## La solidarité ouvrière et populaire

C'est en coordonnant nos mots d'ordre, nos actions au sein d'une même usine,

L'unité ouvriers-pay-  
sans en 1968. Des  
ouvriers du Comité  
central de grève  
d'Angers déchargent  
des victuailles offer-  
tes par des paysans.



par nous-mêmes, mais aussi avec des comités de soutien dans lesquels le point de vue de la classe ouvrière est dominant. La participation dans ces comités de membres appartenant à d'autres couches sociales se rangeant sur le point de vue de la classe ouvrière permettra de briser le mur du silence que prétend maintenir l'information bourgeoise.

Ainsi le soutien réel de travailleurs d'autres corporations, de petits paysans, deviendra une réalité concrète. Lors de grèves, on a vu des petits paysans aider matériellement les ouvriers en grève en leur vendant à prix coûtant les produits de leur terre ou de leur élevage... Bien sûr, cette solidarité doit aussi s'effectuer en sens inverse et la classe ouvrière doit soutenir les revendications fondamentales de la paysannerie laborieuse : **Non aux expulsions, non aux expropriations des travailleurs de la terre ! Non à l'élimination des petits paysans, non à l'exploitation, non à l'exode !**

La lutte pour la solidarité ouvrière et populaire est inscrite en toutes lettres dans la résolution « *Sur le travail du parti dans les syndicats* », adoptée par le 3e congrès du PCMLF. En voici un extrait :

« En cas de grève, le PCMLF impulse dans les syndicats le développement de la solidarité par l'envoi de délégations, de motions de soutien et la mise en œuvre des « comités de soutien » avec le concours de forces extérieures à l'entreprise ; les « comités de soutien » doivent promouvoir principalement la solidarité des travailleurs des autres entreprises et des autres couches populaires sous le signe de l'idéologie prolétarienne et sous le contrôle des travailleurs en grève eux-mêmes. Le PCMLF apporte une attention particulière à la solidarité réciproque entre les ouvriers et les petits et moyens paysans, notamment dans les luttes. Cette solidarité contribue à renforcer l'alliance fondamentale des ouvriers et des paysans, indispensable à la lutte contre le capitalisme.

» Ces mesures correspondent au mot d'ordre avancé par le PCMLF : " Unité à la base et dans l'action ! ", mais répondent également au souci de donner à ce mot d'ordre un contenu de classe prolétarien. »

## La solidarité internationale

Si cela est vrai sur les plans local, régional, national, comme nous venons de le voir, cela est également vrai sur le plan international. Nous ne devons pas rester entre nos quatre murs.

La classe ouvrière de tous les pays capitalistes du monde connaît la même exploitation, la même oppression et se trouve en révolte permanente contre le système d'exploitation de l'homme par l'homme. Ces conditions font que les travailleurs sont animés de sentiments internationalistes, mais ceux-ci ne se transforment que sous la juste direction du parti communiste.



Une des manifestations organisées à Pékin, le 21 mai 1968, pour soutenir résolument la juste lutte des ouvriers et des étudiants français. Ce jour-là, 500 000 ouvriers, gardes rouges, enseignants, étudiants et cadres révolutionnaires, brandissant des drapeaux rouges, crient leur « soutien résolu à la juste lutte des ouvriers et des étudiants de Paris », « A bas la réaction mondiale », « Vive la grande tradition révolutionnaire de la Commune de Paris ».

En Mai 1968, lorsque la classe ouvrière occupait les usines, manifestait sa haine de classe avec, à ses côtés, les petits paysans et les étudiants, la classe ouvrière de Chine a soutenu les travailleurs français en lutte contre l'exploitation capitaliste.

Dans notre pays, la classe ouvrière, pendant toute une période, a mené de justes actions contre la guerre colonialiste du Rif,

en 1925 (3) contre la guerre de l'impérialisme américain en Corée, contre la guerre du colonialisme français au Vietnam.

Par contre le soutien de la classe ouvrière à la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale a été isolé, éparpillé, étouffé en raison de la ligne chauvine et de coexistence pacifique développée par les dirigeants du PCF à partir des années 1950.

Ce n'est que vers les années 1960 que

tre les deux superpuissances, les USA et l'URSS. Les marxistes-léninistes doivent mener la lutte et dénoncer les agissements de l'impérialisme français partout où il se manifeste. Ils doivent particulièrement développer sous toutes ses formes le soutien aux luttes des peuples des colonies françaises pour leur émancipation nationale et sociale. L'accomplissement de cette tâche ne passe pas sans la lutte contre les agissements des ennemis de la classe ouvrière infiltrés dans



Manifestation de soutien à Rennes aux peuples en lutte pour l'indépendance nationale.

les marxistes-léninistes reprirent le flambeau de l'internationalisme prolétarien. Les comités de base, les comités-solidarité Vietnam popularisèrent, impulsèrent un véritable soutien à la guerre du peuple menée par le peuple vietnamien.

Les marxistes-léninistes furent aussi à la pointe du soutien aux luttes des peuples palestinien, cambodgien, indonésien, aux peuples colonisés des DOM-TOM, etc.

Concernant la solidarité internationale, la résolution citée quelques lignes plus haut dit :

« Les marxistes-léninistes doivent impérativement développer dans les syndicats le soutien aux peuples et nations en lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme, l'impérialisme et particulièrement con-

ses rangs. C'est ainsi que les marxistes-léninistes doivent combattre le social-chauvinisme des dirigeants révisionnistes installés à la tête de la CGT.

» Au sein des syndicats, les marxistes-léninistes devront militer pour éveiller et mobiliser la classe ouvrière face au danger de guerre que fait peser la rivalité acharnée des deux superpuissances et principalement l'agressivité du social-impérialisme russe et s'opposer à la propagande mystificatrice sur la détente et la prétendue volonté de paix de l'URSS.

» Ils doivent constamment développer dans les syndicats l'esprit de solidarité de la classe ouvrière de France avec leurs frères de combat des autres pays capitalistes et révisionnistes et doivent impulser des actions allant dans ce sens.»

(3) Le chapitre IV : « La juste ligne du PCF contre la guerre coloniale du Rif (1925-1926) » du deuxième tome « La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français » de Jacques Jurquet (Éditions du Centenaire), est fort intéressant. Nous y relevons : « Il ( le Parti communiste - SFIC - ) lutte sans ambiguïté pour l'indépendance des peuples coloniaux et, comme nous allons le souligner, pas seulement avec des discours au Parlement, mais surtout avec des actes, dans la rue, dans les usines, dans l'armée ». — Page 256.

# CLASSE CONTRE CLASSE

Un point très important doit retenir notre attention. C'est de toujours lier les luttes économiques avec les luttes politiques comme l'indique la Conférence nationale ouvrière du PCMLF de 1976 :

« Enfin, du point de vue tactique, nous devons en toutes circonstances rattacher les luttes revendicatives aux luttes politiques, qu'elles soient en cours ou stratégiques. A ce sujet, Lénine indiqua que " la tâche du socialisme est de contribuer à la fusion indispensable de la lutte économique et de la lutte politique dans une lutte de classe unique des masses ouvrières socialistes ".

» Un simple exemple permet de saisir ce que nous entendons par là : en luttant contre les licenciements, nous ne devons jamais oublier d'expliquer aux travailleurs deux choses précises :

» 1) C'est la politique de la bourgeoisie capitaliste fondée sur la recherche du profit maximum qui a pour conséquence la crise. Or, le patronat et le gouvernement s'efforcent de faire supporter les effets néfastes de cette crise aux ouvriers et non aux capitalistes. En ce sens, les licenciements sont une manifestation effective de la politique en cours du pouvoir bourgeois en place.

» 2) Le chômage est un produit direct et inévitable du système capitaliste. Il existera aussi longtemps que le capitalisme. Il ne disparaîtra qu'avec la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat.»

Karl Marx, voilà plus d'un siècle, dans « *Salaire, prix et profit* », écrit en mai-juin 1865, à propos de « la lutte entre le capital et le travail et ses résultats » :

« Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.

» En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal.»

Pour aller vers le socialisme, i.e nous faut-il pas un mot d'ordre capable de réaliser l'unité de la classe ouvrière ?

Les communistes marxistes-léninistes nés dans la bataille contre le révisionnisme moderne, voilà bientôt quinze années, se sont mis à l'œuvre pour redonner à la classe ouvrière son unité de classe.

Ils ont acquis de l'expérience. Ils ont tiré les enseignements de leur pratique. Et, depuis 1971, ils ont repris le juste mot d'ordre « classe contre classe » et l'ont explicité dans une brochure intitulée « *Que signifie classe contre classe* » (4).

(4) Le texte intégral de la brochure « *Classe contre classe* » publiée en décembre 1971 fait partie du recueil de textes publiés dans « *Arracher la classe ouvrière au révisionnisme* » de Jacques Jurquet aux Éditions du Centenaire.

En annexe de ce document, nous publions deux chapitres de cette brochure : « Forme tactique du mot d'ordre classe contre classe » et « Caractère stratégique de la ligne classe contre classe ».

# S'appuyer sur l'expérience révolutionnaire du PCF

Ce mot d'ordre « Classe contre classe », c'est-à-dire classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste, ne date pas d'aujourd'hui. Il est apparu pour la première fois en 1927, dans une lettre ouverte aux membres du Parti communiste français. Mais ce n'est qu'en janvier 1928 que le mot d'ordre « Classe contre classe », correspondant aux directives de l'Internationale communiste, fut ratifié par le Comité central du Parti communiste français par 23 voix contre 13.

Aujourd'hui comme hier, cette lutte pour l'application correcte du mot d'ordre « Classe contre classe » se poursuit. Elle n'est pas terminée. Les communistes marxistes-léninistes en relançant de nouveau, en 1971, ce juste mot d'ordre, en le faisant pénétrer de plus en plus dans la classe ouvrière, ont suscité quelques réactions de dirigeants révisionnistes du PCF.

Jacques Jurquet, directeur politique de la revue théorique « Prolétariat », a écrit dans l'éditorial du numéro 14 de cette revue : « Quel est l'axe central de la ligne développée par les communistes marxistes-léninistes de France dans la période actuelle ? C'est la lutte de classe que définit clairement le mot d'ordre « classe contre classe » ou « classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste ».

Ce n'est nullement par hasard, mais bien pour riposter au succès de ce mot d'ordre rappelé avec force lors du rassemblement national de l'Humanité rouge du 6 no-

vembre dernier à la Mutualité, que le dirigeant révisionniste Kanapa a déclaré dans « France Nouvelle » de décembre 1977 :

*« Cela passe aussi par des erreurs. Il en est ainsi du mot d'ordre « classe contre classe » — lancé au 6e congrès de l'Internationale communiste en 1928 — qui vise à appeler le mouvement ouvrier à l'intransigeance envers la bourgeoisie, mais qui conduit des partis communistes à négliger des forces sociales pouvant être gagnées au combat de la classe ouvrière.*

*« (...) La préoccupation de l'International était : les partis communistes doivent se tremper comme force autonome, combative, authentiquement révolutionnaire, brisant définitivement avec la collaboration de classe. Mais les conclusions politiques qu'elle tire de ce souci sont poussées à l'extrême, mécaniques, stérilisantes ».*

Et pourtant, en 1970, Kanapa était bien aux côtés de Victor Joannes dans le Comité central du PCF lorsque ce dernier exprima une position différente de Kanapa, une analyse correcte du mot d'ordre « classe contre classe ». Victor Joannes écrit dans les Cahiers de l'Institut Maurice Thorez numéro 20, à propos de la tactique « classe contre classe » : « De quoi s'agissait-il ? Il s'agissait d'amener le parti à une rupture démonstrative avec l' " électoralisme ", avec la pratique des coalitions sans principe, avec la vieille classification politique simpliste « les rouges contre les blancs », de dissiper sur le plan électoral, comme ailleurs, toute fausse interprétation sur le caractère et le rôle révolutionnaire du parti, sur l'autonomie de la politique du parti ouvrier. »

Après avoir fait une certaine description des « transformations opérées dans l'appareil de production français » amenant à un développement des luttes ouvrières où « les grèves sont généralement offensives », il écrit :

*« Le Parti ne pouvait ignorer toutes ces transformations économiques et politiques qui revêtent un caractère extrêmement complexe et qui rendaient son activité plus difficile, plus compliquée, mais aussi plus prometteuse. Il devait y adapter sa stratégie et sa tactique, ses méthodes de travail, rompre radicalement et sur tous les plans avec les théories, la pratique et les méthodes opportunistes qui l'imprégnaient encore.*

*« Pour cela, il lui fallait s'orienter plus nettement vers les masses et d'abord vers les couches les plus exploitées de la classe ouvrière. Il lui fallait se montrer apte à*

organiser la lutte pour les revendications immédiates, apte à les formuler clairement, à s'attacher à trouver dans chaque situation concrète, dans chaque usine, dans chaque corporation, le ou les mots d'ordre qui permettraient de mettre les masses en mouvement.

» C'est cette orientation que traçait la « Lettre ouverte du Comité central aux membres du Parti » de novembre 1927 qui insistait notamment sur la nécessité pour le parti de donner comme axe à sa politique, "non pas les élections en tant que telles, mais l'organisation de la lutte directe des ouvriers alliés aux paysans contre le gouvernement d'Union nationale, ses lourds impôts, ses lois de guerre, la baisse des salaires, le chômage et la vie chère, en s'adressant ainsi non aux seuls électeurs, mais aux travailleurs dont des millions sont exclus du droit de vote : femmes, jeunes, soldats, marins, ouvriers étrangers".

» Cette lettre est un document de première importance, trop souvent ignoré ou déformé dans son esprit par les prétendus historiens du Parti communiste français. Son étude est pourtant indispensable à qui veut comprendre et apprécier le caractère et le contenu du "tournant" que devait accomplir le parti dans l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique, s'il voulait être à la hauteur de ses responsabilités au regard de la situation nouvelle.

» L'accent est mis principalement sur la nécessité de remplacer le système et l'esprit des combinaisons électorales, des ententes exclusives entre leaders des partis de gauche, de la lutte indirecte par l'intermédiaire des élus, par un travail de front unique avec la masse des travailleurs socialistes, socialisants et sans parti. « Un effort systématique et persévérant à la base, dans les entreprises, auprès des ouvriers socialistes et confédérés pour les faire participer à la lutte effective contre la bourgeoisie », écrit Maurice Thorez dans les « Cahiers du bolchévisme » d'octobre 1928 en commentaire de la « Lettre ouverte », tel était l'essentiel de la tactique « classe contre classe ». Et Maurice Thorez souligne ensuite la signification fondamentale de cette tactique : rupture avec l'idolâtrie de la démocratie parlementaire bourgeoise, orientation plus résolue vers la lutte directe à l'usine et dans la vie quotidien-

ne, activité plus grande contre la guerre et la rationalisation, lutte plus énergique contre l'attitude des dirigeants socialistes qui, en laissant faire l'expérience Poincaré, ne font que prolonger objectivement l'Union nationale.»

Peut-être faudrait-il remplacer quelques noms dans ce texte pour mieux en voir son actualité ? Monsieur Joannes ne devrait pas se cantonner à faire de l'histoire, mais aussi d'en tirer les leçons pour les luttes actuelles.

Cet extrait — ô combien intéressant ! — a le mérite de montrer, une fois de plus, que nous, communistes marxistes-léninistes, nous nous appuyons sur l'expérience révolutionnaire du PCF et cela ne doit pas être du goût du révisionniste Knapa.

## Un mot d'ordre toujours actuel

Vous nous permettrez encore une fois de citer quelques extraits significatifs du rapport politique fait au 3e congrès du PCMLF qui expriment profondément la pensée des marxistes-léninistes et de la classe ouvrière :

« La lutte contre la bourgeoisie capitaliste de notre pays doit se concentrer avant tout dans ce mot d'ordre qui effraie tant les dirigeants révisionnistes : "Classe contre classe".

» (...) "Classe contre classe", que nous avons repris depuis 1971, comme juste conséquence politique de la Conférence nationale d'édification prolétarienne du 12 juin 1971, est un mot d'ordre stratégique et tactique.

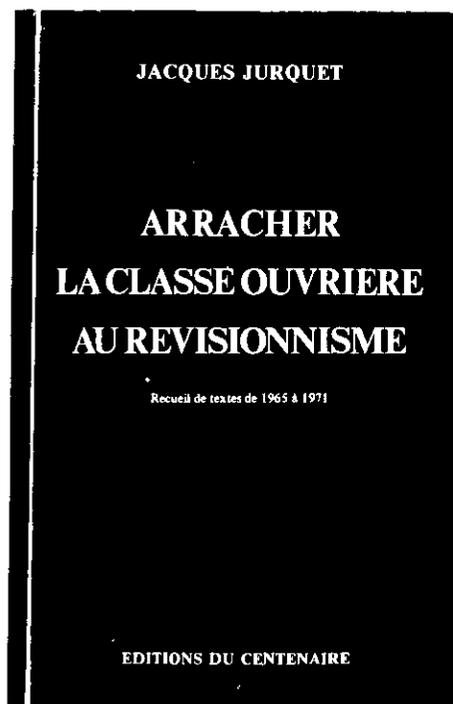
» (...) Du point de vue stratégique, "Classe contre classe" correspond fondamentalement à la nature de la révolution que nous préparons, dont le contenu de classe sera prolétarien. Il souligne que la force dirigeante et la force principale de

cette révolution ne sont autres que la classe ouvrière en tant que classe.

» Il laisse aussi au parti de la classe ouvrière la possibilité de passer des alliances de classe pour mener les luttes révolutionnaires sous sa propre direction, avec les couches de la paysannerie et de la petite bourgeoisie qui ont intérêt à la destruction du système capitaliste. On peut parler dans ce cas de la réalisation d'un front uni contre le capitalisme et contre le révisionnisme.

» (...) Du point de vue tactique, "Classe contre classe" vise à la reconstitution indispensable de l'unité de combat de la classe ouvrière, sur la base de son idéologie de classe. En ce sens, il s'oppose directement à la ligne idéologique et politique du parti révisionniste qui divise les travailleurs, freine leurs luttes de classes ou les dévie, préconise la collaboration de classe avec la bourgeoisie. »

Voilà pourquoi le PCMLF poursuit avec persévérance le travail pour réaliser le plus rapidement possible l'unité de la classe ouvrière, le front unique.



Pour les ouvriers combattifs qui disent : « *Il faut un parti de combat, un parti révolutionnaire.* »,

Pour ceux qui, même encore au Parti communiste français, s'interrogent sur le Parti communiste marxiste-léniniste de France, comment et pourquoi il a été créé, ce recueil de textes du camarade Jacques Jurquet publiés de 1965 à 1971, est un outil indispensable.

Un ouvrage dont les mérites ne sont pas seulement historiques, mais qui apprendra aux jeunes comme aux plus anciens militants, pourquoi c'est ce Parti, né dans la lutte contre le révisionnisme, qui représente l'espoir révolutionnaire de la classe ouvrière.

POUR TOUTE COMMANDE ECRIRE A  
E-100 :

24, rue Philippe de Girard  
75010 Paris  
Prix : 30 F

# ANNEXE

## Extrait de «*Classe contre classe*»

Publié en décembre 1971, puis dans

«*Arracher la classe ouvrière  
au révisionnisme moderne*»

de Jacques Jurquet

La réalisation de l'unité de classe de la classe ouvrière ne se décrète pas du sommet d'un parti ou d'une confédération syndicale. Elle résulte d'une longue et patiente bataille de classe pour arracher les masses ouvrières aux influences idéologiques du système capitaliste. Dans notre pays, l'idéologie bourgeoise domine encore la classe ouvrière sous des formes variées, telles que l'esprit petit-bourgeois ou la mentalité révisionniste.

Aujourd'hui, le Parti communiste français se proclame lui-même « *parti de la classe ouvrière* ». Mais cette prétention est accueillie avec ironie ou scepticisme par de nombreux travailleurs, qui le tiennent désormais pour un « *parti de la bourgeoisie* », ayant

pris le relais historique du Parti socialiste dans sa fonction anticommuniste et contre-révolutionnaire. Le Parti socialiste a conservé l'épithète « *socialiste* », mais il y a plusieurs décennies qu'il s'agit là d'une usurpation malhonnête. Le Parti communiste français conserve de même l'épithète « *communiste* », mais depuis 1956 sa dégénérescence révisionniste l'a définitivement vidé de tout contenu « *communiste* » et révolutionnaire.

Néanmoins, le PCF conserve une influence néfaste certaine sur la classe ouvrière. Or, le *Front unique* ou véritable unité de classe du prolétariat ne peut pas se réaliser en dehors de la base. La *classe*, ce sont les *masses* ouvrières. C'est pourquoi le mot d'ordre

« *Classe contre classe* » est étroitement lié à la forme tactique de réalisation du *Front unique*. A la base, il nécessite fondamentalement « *l'unité à la base et dans l'action* ».

C'est ici que surgissent, aujourd'hui, les difficultés. Car les marxistes-léninistes sont amenés à livrer une véritable bataille de classe justement au sein de la classe ouvrière elle-même. « Arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne » est une entreprise historique indispensable, elle exige une lutte de tous les instants sous des formes multiples, cachées ou publiques, dans les syndicats comme de l'extérieur des syndicats, dans les entreprises d'abord mais aussi dans les quartiers ouvriers et les bidonvilles, en un mot partout où se trouvent, au travail ou dans leur vie quotidienne, les masses ouvrières. Mais la lutte contre le révisionnisme ne doit pas faire oublier celle tout aussi nécessaire contre la bourgeoisie elle-même. Les armes du pouvoir, la participation, l'électoratisme, etc., ne sont pas sans efficacité. *Et souvent, c'est en se montrant les meilleurs contre le gouvernement capitaliste qu'on parvient à gagner les travailleurs encore trompés ou influencés par le révisionnisme moderne.*

« *L'unité à la base et dans l'action* » voit déjà et verra jaillir des formes multiples, nées de l'esprit créateur des masses ouvrières et du peuple. Là où les meilleures de ces formes, c'est-à-dire les plus efficaces, naissent et naîtront de la pratique. Ainsi, dans la Russie du début du siècle, de 1905 à 1917, se précisa et s'enrichit la forme des soviets (conseils). Ces unités de base du peuple révolutionnaire étaient placées d'abord sous la direction des « *menchéviks* » et des « *socialistes révolutionnaires* », mais passèrent enfin sous celle des meilleurs combattants de la cause prolétarienne, les « *bolchéviks* ».

Les marxistes-léninistes obser-

vent une attitude de principe vis-à-vis des « masses » ouvrières. Ils savent qu'elles ont un intérêt objectif à la révolution prolétarienne, mais qu'elles sont encore trompées subjectivement. Pour les gagner, les marxistes-léninistes doivent recourir exclusivement à l'explication, à la persuasion, à la conviction. Mais jamais à la contrainte ou à la tromperie. Le succès ne vient pas sans de longs efforts prolongés. Mais il viendra inéluctablement. Vis-à-vis des militants de base du parti révisionniste, il faut reprendre les enseignements de 1927, car ils occupent aujourd'hui, vis-à-vis des marxistes-léninistes, la place qu'occupaient alors les ouvriers socialistes vis-à-vis des membres du PCF. La tactique du front unique classe contre classe consiste à faire passer la ligne de démarcation entre les communistes marxistes-léninistes unis à tous les ouvriers acceptant la lutte de classe conséquente, membres ou non de la CGT et du PCF d'une part, et la bourgeoisie comprenant ses commis infiltrés au sein de la classe ouvrière, les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT d'autre part.

Voilà pourquoi les marxistes-léninistes soutiennent tout responsable ou militant CGT ou membre du PCF quand il développe et poursuit une action sous le signe de la lutte de classe. Voilà pourquoi les marxistes-léninistes démasquent sans ambiguïté tout responsable ou militant CGT ou membre du PCF quand il pratique la collaboration de classe.

Evidemment, comme les chefs socialistes en 1927-1930, les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT méritent d'être stigmatisés sans nulle équivoque et sans trêve, parce que leur ligne fondamentale est passée désormais au service de la bourgeoisie, au service de l'ennemi de classe du prolétariat.

La classe ouvrière est « *la classe* »

*révolutionnaire jusqu'au bout* ». « *En s'émancipant, elle émancipera les autres classes exploitées* ». Ce sont là des enseignements fondamentaux de Marx et Engels. Ils ont valeur de principes, qui restent parfaitement valables aujourd'hui.

Le Printemps révolutionnaire de 1968, comme toutes les luttes actuelles, témoignent de cette réalité historique : seule la classe ouvrière est capable de s'opposer victorieusement à la bourgeoisie capitaliste. Le pouvoir ne redoute pas les mouvements non-prolétariens et parvient toujours à les dominer, si violents soient-ils. Mais il éprouve une véritable terreur à l'idée de voir le prolétariat se dresser dans la lutte. En ce sens, le spectre séculaire de la Commune de Paris hante la quiétude des ministres, des banquiers, des industriels, des hobereaux. En ce sens, la création du PCMLF, le 30 décembre 1967, et l'explosion révolutionnaire de 1968 les a tous brutalement réveillés.

Si la classe ouvrière engage la lutte révolutionnaire, si son parti révolutionnaire prolétarien l'entraîne à la préparation de la révolution, alors tous les rapports de classes vont entrer en mouvement. Tout aiguisement de la contradiction fondamentale de notre société influera aussitôt sur les contradictions secondaires. Les oppositions entre la petite-bourgeoisie, les couches les plus opprimées de la paysannerie d'une part, et la bourgeoisie capitaliste d'autre part, vont se modifier et s'aiguiser. Les hésitations de ces couches sociales intermédiaires vont se trouver confrontées avec une situation plus radicale et contraintes de se fixer sur un engagement plus décisif. Les contradictions insurmontées entre les groupes révolutionnaristes petits-bourgeois voleront en éclat et leurs étudiants, intellectuels et autres représentants n'auront plus qu'à suivre le prolétariat en renonçant définitivement à vouloir le diriger.

Dans la situation actuelle, la

combativité de la classe ouvrière conditionne celle des autres couches et leur ralliement plus massif au mouvement révolutionnaire de masse. La mission historique de la classe ouvrière, c'est de conduire à la révolution non seulement les travailleurs mais aussi les petits-bourgeois et les paysans ayant intérêt à la destruction du système et de l'État capitalistes. Mais dans cette voie, il ne peut pas y avoir d'autre classe dirigeante que la classe ouvrière.

En ce sens, la ligne « *Classe contre classe* » présente un caractère stratégique d'une extrême importance. Et c'est justement cet aspect que trahit délibérément la ligne révisionniste de « *rassemblement majoritaire des masses* » préconisée par le Parti communiste français pour conduire à la « *démocratie avancée* », étape présentée comme préalable à l'ouverture d'une voie vers le socialisme.

Ce « *rassemblement majoritaire* » reprend la vieille tactique du « *Tout pour le front uni* », qui amena l'échec de la classe ouvrière avec la trahison et l'effondrement du Front populaire, dont le Parti communiste n'avait pas assumé la direction en s'appuyant d'abord et avant tout à la base sur les masses ouvrières.

C'est la même ligne que celle qui prévaut actuellement au Chili, où la direction du « *passage pacifique* » au socialisme est assumée par des politiciens et partis de la petite-bourgeoisie, et non par un parti de classe du prolétariat.

Face à la trahison révisionniste du rôle hégémonique de la classe ouvrière, la ligne « *Classe contre classe* » apparaît, comme en 1927, à l'opposé de l'opportunisme de droite qui a débouché aujourd'hui sur la capitulation et la soumission des dirigeants du PCF vis-à-vis de la petite-bourgeoisie.

*Unité à la base et dans l'action !*

*Classe contre classe !*

8 décembre 1971

# LES DIRIGEANTS MARXISTES-LENINISTES

## LE CAMARADE FRANÇOIS MARTY



Le camarade François Marty, élu à titre posthume président du Parti communiste marxiste-léniniste de France, était directeur de l'« Humanité rouge » lorsqu'il décéda à la suite d'un accident, le 29 mai 1971, au service de son Parti.

Né d'une famille de paysans catalans, François fut « poussé » jusqu'à l'École normale, malgré les revenus modestes de sa famille et devint instituteur.

En novembre 1926, à l'âge de 22 ans, il est militant communiste dans une cellule locale de Velmana (Pyrénées-Orientales) avec les ouvriers mineurs de la mine de fer de « La Pinouse ».

De 1934 à 1939, membre du bureau régional des Pyrénées-Orientales, il prend une part très active à l'organisation des comités Amsterdam-Pleyel contre la guerre et le fascisme. En juillet

1936, il fonde le « Travailleur catalan », dont il est le responsable jusqu'en 1939.

Pendant la guerre d'Espagne, François est aux côtés du peuple espagnol.

Sous l'occupation nazie, François participe à réorganiser le Parti. Puis, il fonde un maquis FTPF dans la région de Villefranche-de-Rouergue où, en 1943-1944, il commande une école militaire d'officiers FTPF, sous le pseudonyme de « commandant Quinta ».

A la Libération, François se trouve à la tête du 2e bataillon FTPF, dans le département de l'Aude, sous le pseudonyme de « commandant Bourgat », et libère, à dater du 15 août 1944, Quillan, Couiza, Espéaza, Limoux et Carcassonne.

Démobilisé en juillet 1945, il est chargé par le Parti d'organiser l'ARAC dans les Pyrénées-Orientales puis le Mouvement de la Paix dont il devient le secrétaire départemental. C'est dans cette organisation qu'il se rend compte de la mal-faisance des révisionnistes khrouchtchéviens, partisans de l'entente avec les impérialistes américains, qui masquent leurs agressions et leurs préparatifs de guerre derrière l'écran de fumée des négociations pour le désarmement général.

Dès 1962, il se range du côté des marxistes-léninistes et accomplit un voyage d'information en Albanie en août 1963. A son retour, avec sa compagne Suzanne Marty, il prend publiquement position contre le renégat Khrouchtchev et subit le premier assaut du révisionnisme, le 5 octobre 1963. Mais la quasi-unanimité de sa cellule se range de son côté, rejette la demande d'exclusion et refuse de « condamner les dirigeants du PCC ».

Continuant une lutte interne acharnée, il dénonce les mensonges antichinois de la résolution du Comité central du 6 octobre 1963 devant le comité de section de Vinça, devant sa cellule, en présence de deux secrétaires fédéraux et devant la conférence de section.

Cette attitude courageuse lui vaut une deuxième demande d'exclusion refusée à l'unanimité par sa cellule, le 15 avril 1964.

Du 26 juillet au 11 août 1964, il participe à la 10e conférence mondiale anti-atomique de Tokyo et y intervient, au nom de la délégation française, pour dénoncer la duperie du traité de Moscou et soutenir les propositions de désarmement nucléaire publiées par le gouvernement chinois en août 1963.

Il fait un séjour de dix-huit jours en Chine populaire, puis le 18 octobre 1964, il intervient au Conseil national du Mouvement de la paix.

Devant l'évidence de la carence du traité de Moscou à arrêter la course aux armements nucléaires, il propose que le Conseil mondial organise une campagne mondiale pour l'interdiction de l'usage des armes atomiques et dénoncer les préparatifs de guerre de l'impérialisme américain. Mais la majorité du Conseil national refuse même de prendre acte des propositions du gouvernement chinois pour une conférence au sommet de tous les gouvernements du monde en vue du désarmement nucléaire.

A la suite de cette intervention, les exclusions de François et Suzanne Marty sont demandées une troisième fois. Elles sont à nouveau rejetées, mais le 12 décembre 1964, Fernand Clavaud, membre du Comité central, réussit enfin l'opération en convoquant séparément quatre des adhérents sur les quinze que compte la cellule de Velmanya-Baillestavy.

C'est ainsi que l'exclusion du camarade François Marty a été obtenue dans les conditions les plus antistatutaires et antidémocratiques, « ratifiée » en deux jours par le comité de section, le comité fédéral et le Comité central, et rendue publique le 18 décembre 1964 dans la première page du « Travailleur catalan », hebdomadaire du Parti qu'il avait fondé en 1936.

Sa confiance inébranlable dans le marxisme-léninisme, la pensée-maotsétoung, le conduit à la dure besogne de redonner à la classe ouvrière l'état-major de combat dont elle a besoin pour accomplir la révolution prolétarienne.

Devant une situation de fait qu'il n'était plus possible de redresser de l'intérieur le PCF, François Marty fut l'un des dix fondateurs, aux côtés du camarade Jacques Jurquet, de la Fédération des cercles marxistes-léninistes en juillet 1964. Il contribua à passer à une forme plus organisationnelle, les 25 et 26 juin 1966, avec la naissance, à Lancry, du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) qui devait donner le jour, les 30 et 31 décembre 1967, au Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Il fut aussi de ceux qui fondèrent l'« Humanité nouvelle », organe central du PCMLF, interdit le 12 juin 1968 par le pouvoir bourgeois.

François Marty a rencontré Enver Hoxha, puis le président Mao Tsé-toung en personne, pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

Peu de temps avant son tragique accident, il a écrit : « Révisionnisme, gauchisme ou marxisme-léninisme », publié en brochure en supplément à l'« Humanité rouge » en 1971.

## LE CAMARADE JACQUES JURQUET



Le camarade Jacques Jurquet a été successivement secrétaire politique de la Fédération des cercles marxistes-léninistes née en juillet 1964, puis secrétaire politique du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) en juin 1966, et ensuite secrétaire politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France fondé à Puyricard (Bouches-du-Rhône) le 30 décembre 1967.

Jacques Jurquet a écrit « Le Printemps révolutionnaire de 1968 » ; il est l'auteur des deux premiers tomes : « La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français » publiés à ce jour.

Le camarade Jacques Jurquet est né en 1922 à Marseille, d'une famille d'enseignants d'origine paysanne.

Dès 1936, il s'abonne à « l'Humanité » et engage les lutte contre les « Camelots du Roi » et autres fascistes de l'époque.

En 1937, il s'engage pour l'Espagne républicaine, mais n'est pas accepté à cause de son âge.

En 1941, il demande à Marseille son adhésion au Parti communiste français (sa demande n'eut alors pas de suite en raison d'une défaillance de liaison). Il est chargé de recueillir et de camoufler des documents de la cellule d'entreprise (clandestine) de la gare Saint-Charles (Marseille).

En 1943, il s'évade d'un train l'emmenant en Allemagne au titre du STO, en sautant en pleine marche dans la région de Saint-Amour (Ain). Il re-

joint aussitôt un groupe de réfractaires dans les forêts du Jura.

A la fin de 1943, il réussit à contacter le PCF à Arbois (Jura) : son adhésion est acceptée. Il reconstruit dans la région quatre triangles clandestins avec des cheminots et des vigneron.

Au moment du débarquement (juin 1944) il est nommé secrétaire du chef de l'État-major des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) du Nord-Jura. Après l'arrivée des armées alliées, il est intégré dans la 1re Armée (2 bataillons FFI, un bataillon FTP réunis dans le régiment de Franche-Comté, rattaché à la troisième division d'infanterie algérienne).

Dans l'affaire d'Ornans, en 1944, J. Jurquet a été l'un des trois hommes refusant au feldmarshall Von Feldert la restitution de déserteurs polonais et ukrainiens de l'armée nazie, sous menace d'exécution de 200 otages de la ville d'Ornans. Cette position, appuyée par les attaques des maquis du Nord-Jura et du Doubs, avait imposé au commandement nazi de renoncer à ses intentions.

Le 28 novembre 1944, il est blessé en service commandé à Remiremont dans les Vosges.

Il est cité à l'ordre du régiment (titre FFI) pour avoir accompli des « missions dangereuses au milieu des lignes allemandes », dans la Haute-Saône, non loin de Besançon.

En 1946, il devient secrétaire parlementaire du député PCF du Jura à l'Assemblée nationale.

En 1947, il est nommé membre du Bureau fédéral du PCF de Seine-et-Marne.

En février 1949, Jacques Jurquet est incarcéré à la prison centrale de Melun sous l'inculpation de violences ayant entraîné blessures à un officier municipal (le maire RPF de Melun avait reçu un coup de poing dans un œil lors d'une bagarre). Une manifestation de masse impose la libération de Jacques Jurquet, puis le non-lieu.

Il devient cette même année membre du secrétariat fédéral du PCF de Seine-et-Marne. Il est aussi secrétaire départemental du Mouvement de la Paix.

En 1952, lors d'une manifestation de rue à Melun, il est aux côtés d'Alfred Gadois lorsque celui-ci est sauvagement assassiné par les Américains. Il recueille les dernières paroles de l'héroïque militant communiste assassiné pour avoir lutté contre l'impérialisme yankee.

En 1954, il devient membre du comité fédéral du PCF des Bouches-du-Rhône.

En 1956, il est parmi les défenseurs du local de la « Marseillaise » contre l'assaut fasciste déclenché à l'occasion des événements de Budapest : il est sauvagement matraqué par les fascistes.

A partir du début de 1957, il travaille au contact du FLN algérien dans plusieurs bidonvilles de Marseille.

En 1958, il est candidat suppléant aux élections législatives dans la première circonscription de Marseille.

En 1959, il est sanctionné et mis à la base pour avoir refusé de rompre ses relations avec une personnalité algérienne dirigeante du FLN, sa compagne, ex-membre du Comité central du Parti com-

muniste algérien et ancienne secrétaire générale de l'Union des Femmes d'Algérie. Pour le PCF, cela « présenterait un risque de provocation pour le Parti ! »...

Il continue néanmoins à développer une intense activité en direction des travailleurs algériens.

Il fut aussi un actif militant syndicaliste, assumant des fonctions dirigeantes de section syndicale, de syndicat et de secrétariat départemental de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires.

En 1963, il prend position en faveur des thèses chinoises et albanaises. Ces thèses lui apportent des solutions aux questions qu'il soulevait souvent dans sa cellule de base.

En avril 1964, il est exclu sur ordre du Comité central révisionniste et nullement sur l'initiative de sa cellule d'entreprise qu'il avait d'ailleurs fondée en 1954. Il s'était opposé à la censure pratiquée à l'encontre des textes chinois et albanais, et avait engagé une activité ouverte pour faire connaître ces textes et défendre les principes marxistes-léninistes.

A la suite de cette mesure ordonnée d'en haut et prise en son absence, de nombreux militants lui ont manifesté leur sympathie.

Deux jours après son exclusion, il est élu membre de la commission administrative de l'Union départementale des Bouches-du-Rhône de la CGT, malgré l'opposition furieuse des révisionnistes. Il va lutter dans cet organisme pendant près de deux années.

Jacques Jurquet a participé à la 10e conférence mondiale contre les bombes A et H à Tokyo en juillet 1964 et ensuite a effectué un court séjour en République populaire de Chine où il a rencontré le président Mao Tsé-toung.

En septembre 1971, le camarade Jacques Jurquet, chef de la délégation des communistes marxistes-léninistes de France, a eu un entretien cordial et amical avec le camarade Chou En-lai, membre du comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois.

En décembre 1976, le camarade Jacques Jurquet a eu une entrevue chaleureuse avec le camarade Houa Kouo-feng, président du Comité central du Parti communiste chinois.

## LE CAMARADE ANDRÉ DRUESNE

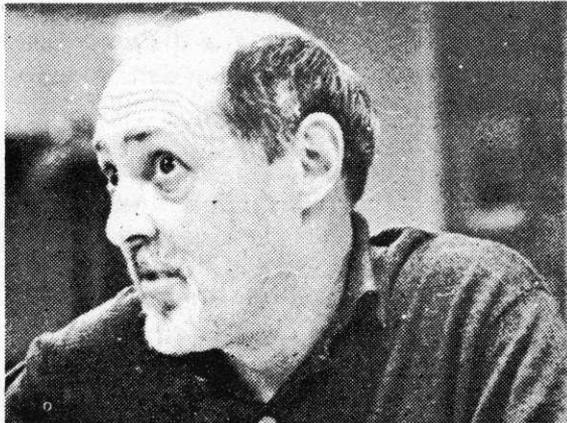
Le camarade André Druésne, ouvrier métallurgiste, né en 1928, est issu d'une famille ouvrière de quatre enfants.

En 1946, il est syndiqué CGT et ses premières responsabilités syndicales sont : collecteur de timbres syndicaux. Il participe activement à renforcer le syndicat en recrutant des ouvriers à la CGT.

Dès cette période, il lit l'« Humanité ».

En 1952, il travaille à la Régie nationale des usines Renault à Billancourt sur l'île Seguin et participe activement à la grande grève, conduite

sous la direction de Roger Linet, ancien déporté, secrétaire du syndicat CGT, contre la guerre de Corée, contre la venue en France de Ridgway-la-Peste. Il



fait partie d'un licenciement de près de 400 travailleurs et connaît des jours très difficiles, vivant à l'hôtel avec sa femme et ses deux enfants, relativement abandonné par le syndicat CGT.

Mais sa conscience de classe est plus forte que tout ; quelques années plus tard, contre l'exploitation capitaliste qui ne cesse, contre la répression qui s'exerce sur les travailleurs immigrés, notamment algériens, il participe avec d'autres camarades à la création d'un syndicat CGT à la « Mécanique de Précision » à Asnières et devient secrétaire général du syndicat des Métaux d'Asnières ; il assume cette tâche tout en restant ouvrier.

Il impulse des grèves contre la sale guerre menée en Algérie par l'impérialisme français.

Souvent licencié pour ses activités militantes, il ne se rebute nullement et organise de nouveau un syndicat dans le 20e arrondissement de Paris, aux Ateliers Vaucanson et devient secrétaire à l'organisation du syndicat des métaux CGT du 20e arrondissement de Paris.

Dans les années 60, il milite activement à la Fédération des locataires de la Seine à l'amicale Meaux-Cavendish-Armand Carrel du 19e arrondissement de Paris.

Son adhésion à un parti politique remonte à février 1958, où il adhère au Parti communiste français et, en janvier 1959, il est secrétaire de cellule ; il milite activement pour l'émancipation de l'homme et contre la guerre d'Algérie.

Alors que vient de se tenir le 22e Congrès du PCUS en décembre 1961, il adresse une lettre à Maurice Thorez pour lui faire part de ses préoccupations idéologiques concernant la question de Staline et les agissements krouchtchéviens dans le Mouvement communiste international.

Convoqué à la Fédération de Paris du PCF, il ne fait aucune autocritique devant des camarades non convainquants.

« France Nouvelle », semaine du 24 au 30 juillet 1963, publie les positions du Parti communiste chinois, c'est-à-dire la lettre du 14 juin 1963 que l'on appelle aussi « Lettre en 25 points ». Cet important texte lui redonne espérance et lui apprend aussi qu'il n'est pas seul.

En février 1965, le numéro un de l'« Humanité nouvelle » paraît et il lit régulièrement cette presse. Utilisant certaines idées développées par « L'Humanité nouvelle », il entraîne la cellule sur ses positions ; il est nécessaire qu'un membre de la Fédération de Paris « descende », comme on dit, dans la cellule pour combattre les idées développées par le camarade André Druésne.

Le 2 juillet 1965, il est exclu de la cellule Marcel Cachin, section Jaurès du PCF de Paris 19e. Un membre du Comité fédéral de Paris a participé à cette opération antistatutaire en participant même au vote de son exclusion.

Puis, en décembre 1965, il appelle à voter « Non à De Gaulle », « Non à Mitterrand ». Au sein du syndicat des métaux du 20e arrondissement, ses arguments rendent impossible d'appeler à voter Mitterrand. Membre de la Fédération des cercles marxistes-léninistes, il est délégué au Congrès de Lancry qui se tient les 25 et 26 juin 1966. Le congrès décide de se transformer en Mouvement communiste français (marxiste-léniniste). En décembre, 1967, les 30 et 31, il participe comme délégué au congrès historique de Puyricard qui donna le jour au Parti communiste marxiste-léniniste de France.

En décembre 1966, sous prétexte d'éloignement de son lieu de travail (14e) le camarade est écarté de son poste de secrétaire à l'organisation du syndicat des métaux du 20e (Krasucky est adhérent à ce syndicat). La commission exécutive statue en son absence, le camarade étant malade.

Lors du meeting de soutien à la juste lutte du peuple vietnamien, organisé le 5 mai 1967 à la Mutualité par le Mouvement communiste français (marxiste-léniniste), le camarade André Druésne subit, avec trois autres camarades, les violences fascistes du révisionnisme moderne. Matraquages, passage obligé dans un couloir avec nervis de chaque côté, frappant à coups de poing et de pieds, lancement violent des camarades dans l'escalier du premier étage jusqu'au rez-de-chaussée. Telles sont les libertés des dirigeants révisionnistes.

Le camarade André Druésne fut hospitalisé à Cochin pendant trois jours pour traumatisme interne crânien et pour traumatisme du thorax.

En décembre 1968, à l'heure du laitier, il est arrêté par les inspecteurs des renseignements généraux et conduit quai des Orfèvres où il est incarcéré plusieurs jours, puis relâché.

En février 1969, il est membre du comité de rédaction de l'« Humanité rouge » et en 1973, membre du comité de rédaction de Prolétariat.

En septembre 1971, le camarade André Druésne, membre de la délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par Jacques Jurquet rencontre à Pékin le camarade Chou-En-Lai, membre du Bureau politique du Parti communiste chinois.

Avec la délégation, il rencontre Samdech Norodom Sihanouk à Pékin.



Cette brochure expose brièvement ce que propose le Parti communiste marxiste-léniniste de France pour l'action immédiate et pour préparer un changement radical de cette société capitaliste.

Sommes-nous des rêveurs, des rabâcheurs de révolution qui ne proposons aucune action immédiate ? Sommes-nous des révolutionnaires en paroles, des spécialistes de la division de la classe ouvrière ? Il faut en juger sur la base des faits. Notre Parti, ses militants, sont dans l'action quotidienne avec leurs camarades de travail, syndiqués ou non-syndiqués, français et immigrés, pour arracher les revendications économiques et politiques aux capitalistes et à leur gouvernement Giscard-Barre. S'agit-il de revendications utopiques, de formes d'action déraisonnables ? Les grèves, les actions, les luttes de chaque jour prouvent le contraire. Ce sont des luttes, des actions, des revendications conformes à l'intérêt de la classe, susceptibles de reconquérir et de forger son unité, conformes aux traditions positives, aux victoires passées, à l'expérience riche du mouvement ouvrier français. Que les camarades ouvriers qui ont déjà beaucoup combattu, que les jeunes qui ont fait leurs premières armes disent sans détour à notre Parti, aux militants du PCMLF quand nos propositions sont incorrectes, quand nos points de vue sont irréalistes. Qu'ils discutent avec nous, critiquent et proposent, qu'ils s'organisent avec nous pour l'unité à la base et dans l'action !

A ces camarades de lutte qui pensent aujourd'hui que le parti révisionniste est le parti de la classe ouvrière, le Parti affirme qu'il y a plus de choses qui nous unissent avec eux que de choses qui nous divisent. Menons le combat en commun, discutons de nos désaccords. Ce qui est déraisonnable et irréaliste, ce qui est une voie de garage pour la classe ouvrière aujourd'hui, ce n'est pas d'affirmer la nécessité de préparer la révolution mais c'est le Programme commun, c'est de faire croire que les ouvriers et les paysans prendront le pouvoir en mettant un bulletin dans l'urne.

Oui, Marchais conduit à rêver et à se faire des illusions ; sa ligne politique conduit à la faillite et à l'impasse, conduit à la démobilisation et à l'écoeurement. Par contre, le programme du Parti communiste marxiste-léniniste de France, ses propositions d'action sont pleinement réalistes et nullement dépassées dans le monde d'aujourd'hui. Nous souhaitons que cette modeste brochure contribuera à en discuter avec nos camarades de combat et à les en convaincre.

*Sur notre couverture : Juin 1978, ouvriers français et immigrés au coude à coude dans les ateliers des grosses presses de Renault-Flins (Photo HR)*

### LISEZ LA PRESSE MARXISTE-LÉNINISTE

*L'Humanité rouge*, quotidien du soir à Paris, le matin en province, en vente dans les kiosques. Demandez-le à votre marchand de journaux. Prix : 1 F 70

*L'Humanité rouge - bimensuel*, en vente dans certains kiosques, tous les quinze jours ou par abonnement. Prix : 3 F le numéro.

POUR TOUTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS, CONTACTS OU ABONNEMENT,  
écrire à :

L'HUMANITÉ ROUGE  
BP 61  
75 861 PARIS - CÉDEX

**APN-EDITIONS**  
**BP 279, 75886 Paris cédex 18**